

Département du **CALVADOS**  
Arrondissement de **VIRE**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**COMMUNE DE SOULEUVRE-EN-BOCAGE**

Commune déléguée  
de **Saint Denis Maisoncelles**  
ARRETE MUNICIPAL 2026N05

Dossier n° DP 14061 26 N0001
Date de dépôt : 12/01/2026
Demandeur : <b>Madame Annabelle JEANNET</b>
Pour : <b>carport devant le garage</b>
Adresse du terrain : <b>2 route du Pont de la Vallée Saint-Denis-Maisoncelles à SOULEUVRE-EN-BOCAGE (14350)</b>
Référence cadastrale : <b>573 ZB 31</b>
Superficie du terrain : <b>327,00 m²</b>

**ARRÊTÉ**  
**d'opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de de la commune de SOULEUVRE-EN-BOCAGE**

**Le Maire délégué de la commune déléguée de Saint-Denis-Maisoncelles, par délégation,**

**Vu** le Code de l'Urbanisme,

**Vu** l'arrêté préfectoral portant création de la commune de SOULEUVRE EN BOCAGE en date du 01/12/2015,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de SOULEUVRE EN BOCAGE approuvé le 23/09/2021 (Zone A),

**Vu** la déclaration préalable présentée le 12/01/2026, par Madame Annabelle JEANNET, demeurant 2 Route du Pont de la Vallée - Saint-Denis-Maisoncelles à SOULEUVRE EN BOCAGE (14350),

**Vu** l'objet de la demande :

- pour un carport devant le garage,
- sur un terrain situé, à 2 Route du Pont de la Vallée - Saint-Denis-Maisoncelles à SOULEUVRE EN BOCAGE (14350),
- pour une emprise au sol créée de 10,50 m²,

**Vu** les pièces du dossier,

**Considérant** que le terrain d'assiette du projet se situe en zone A du PLU dont le règlement impose que « *toute construction nouvelle (soit) implantée à une distance d'au moins [...] 5 m de l'alignement des autres voies et emprises publiques* »,

**Considérant** le projet prévoit l'implantation d'un carport à une distance d'1,75 m de l'alignement avec la voirie communale, il ne respecte pas les distances d'implantation imposées par l'article 1.3 (titre V – section 1) du règlement du PLU ;

**ARRÊTE**

**Article Unique**

Il est fait **OPPOSITION** à la déclaration préalable. En conséquence, les travaux projetés ne pourront être entrepris.

Fait à SOULEUVRE-EN-BOCAGE, le 27 janvier 2026  
Le Maire délégué de Saint Denis Maisoncelles,

Pascal CATHERINE



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision.**

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans un délai deux mois qui suit la date de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également former un recours gracieux ou hiérarchique. Conformément à l'article L. 600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai pour introduire un recours gracieux ou hiérarchique contre cette décision est fixé à un mois suivant la date de sa notification. À défaut de réponse de l'autorité compétente dans un délai de deux mois, le silence vaut décision de rejet. L'exercice d'un tel recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.

*A titre d'information pour connaître les enjeux environnementaux et les risques de la commune concernant votre terrain qui sont consultables sur le site internet de la DREAL :*

*<http://www.donnees.basse-normandie.developpement-durable.gouv.fr/index.php>*